L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 5 MARS 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 5 MARS.

Pour la fixation des mariages et des départs, nolis des inscriptions, correspondance et consignations, et en un mot pour tout renseignement du port ou général, voir la partie anglaise.

Nos lecteurs à la deuxième page les bulletins financier et commercial ainsi que la liste des prix courants.

VENTES A LENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par B. Roger & Co., à l'Entrepôt des Commerçants et Lafayette, à midi—Six demi-caisses et barriques.

Par Montgomery & Bros, à leur salle d'encan—Mobilier, glaces, tableaux, bijouterie, linge, couvertes, chaussures, etc., etc., etc.

Par A. Lorette, au coin de Bienville et Bourbon—Et hautes de meubles. Et un démembrement d'un steamer Atlantic et Mississipi, des poupes de goudron à espalier.

Par Hoffman & Marks, à leur salle d'encan—Grande vente de marchandises sèches; et à une heure, vente d'une section.

Par B. E. Murphy, sur la Levée, en face de la rue Peydras—Bateaux.

Les passes du Mississipi.

Plusieurs propositions ont été faites, par des compagnies pour tenir les bouches du fleuve ouvertes aux gros navires. Un projet de ce genre est soumis en ce moment à la considération de la Législature. Nous avons déjà exprimé notre sentiment sur ces propositions. Elles nous semblent peu pratiques et dangereuses pour le pays. Cependant la Législature hésite à prendre un parti. Cette hésitation nous paraît fort sage, car le général Beauregard lui-même, dans une lettre qu'il vient de publier à ce sujet, parle de tentatives exécutées jusqu'ici avec succès, et n'allègue en aucune manière que l'amélioration projetée puisse être impraticable.

Il vient travail sur les bancs du fleuve, dit-il, pour empêcher les passes dont elles sont constant; car quant longtemps qu'existeront les causes originales qui produisent ces barres, aussi longtemps la même profondeur reviendra après que le travail aura cessé.

Il faudra donc, d'après cela, un travail continu pour toute les passes que l'on voudra recevoir les gros navires. Ce n'est plus là une entreprise quelconque qui a son commencement et un fin, c'est une entreprise de travaux permanents et dont la durée est indéfinie.

En 1860 le gouvernement dépense $300,000 pour creuser une des passes mais obtenir aucun résultat satisfaisant. En 1852 la somme de $75,000 fut consacrée à la construction de la passe du Sud-Ouest. L'excavation dura seulement jusqu'à la première crue du fleuve qui vint après et qui la combla. En 1856, le gouvernement, au prix de $250,000, tenta vainement de creuser la Passe-à-Loutre et de creuser de nouveau la Passe du Sud-Ouest. Tous ces frais furent perdus.

Il résulte de ces essais que le travail dont il s'agit est un des plus difficiles pour ne pas dire un des plus impossibles travaux du monde. Le courant d'un fleuve ne pratique jamais à son embouchure, à ce qu'il paraît, que l'ouverture suffisante pour le passage sur un pied ou sur un autre; beaucoup ont été à même de la voir pousser graduellement à travers le pour but la construction et que la destruction ont pu faire que elle représente l'étendue de puis et de civilisation dans tout ce qu'il y a de plus noble et de plus précieux et que le jour de sa mise en cour on jour de fête pour toute la ville. Où trouverait-il fort difficilement, nous le croyons, où habitement aussi pauvre en aussi dépourvu de tout pour ne pas célébrer un immobile et pour ne pas faire retentir d'acclamations ceux qui sont heureux pour à la combattre.

THÉATRE DE L'ORDRE.—Demain, mardi, on donne la belle comédie de George Sand, *Le* en faveur de Fédéric.

ŒUVRE CHARITABLE.—On nous prie d'annoncer qu'il n'existera pas de nouveau une boîte pour offrir à la charité des habits destinés à ceux qui les inviteront et les veuves qui ont perdu un brave mari à la guerre. P

Cette œuvre charitable sera sous la direction des Dames de la Providence, qui se chargeront d'organiser les secours et de prodiguer les soins aux malades et aux veuves. On recevra avec reconnaissance tout ce qu'on voudra bien donner, en nature ou en argent, dans un but si louable et si digne de sympathie. Et on démontrera définitivement dans il n'agit. Le frère s'envoie le 3 du mois prochain. Le local sera désigné plus tard.

BANQUE NATIONALE GERMANIA.—Nous apprenons l'ouverture des négociants et des capitalistes de cette nouvelle banque qui vient de s'organiser sous le titre de "Germania National Banking Association" et avec un capital considérable. Le Monsieur Odenheimer est à la tête de cette nouvelle prise, et leurs noms sont une garantie sérieuse pour les capitalistes qui désirent déposer de préférence à la fondation de cette banque. On trouvera dans l'annonce insérée plus loin, les noms des membres et l'on peut souscrire et payer dès aujourd'hui.

BANQUE DES DEBATS.—Que par des annonces il paraît, les gens aimés frappés aussitôt du même objet, immédiatement et se laissent persuader et se mettre à leurs ordres, comme de quelques douceurs et de petites flatteries, ils ne sont pas prudents. Une autre preuve nous en est donnée par la banque des Débats, qui a déjà fait un nombre considérable de prêts et de placements. Et pourtant cette banque n'a pas encore de capital, et ne le trouvera que lorsque les actions seront placées. Ce n'est pas là une manière de faire bien sûre pour les actionnaires.

LES POMPIERS.—Le 9ème des pompiers a été favorisée hier par un des plus beaux jours de la saison. Il faisait un grand et magnifique soleil dont l'ardeur était tempérée par une charmante brise du Nord. Mais malgré cet avantage de température et malgré que la journée n'ait eu à peu même de lutte avec le feu comme qui paie la ville daient dans cette fête. Bien sur pied depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre ou cinq heures de l'après midi, on doit être une chose fatiguante et cependant le beau temps des diverses compagnies a frappé tout le monde aussi bien que l'ordre parfait qui n'a cessé de régner pendant toute la journée qu'a duré cette longue et brillante réunion. Nous n'avons pas pu hasarder de parler de l'effet des pompes et de l'angélique propreté de tout le matériel qui fait partie du département de l'incendie. Depuis long-temps le corps des pompiers de la Nlle-Orléans jouit d'une réputation qui ne laisse rien à désirer sous aucun rapport. Il est chic qu'on doit bien en servir d'être fier de ce qu'on exhibe aujourd'hui dans un état de disponibilité aussi remarquable. C'est là l'idée que le spectacle de cette grande parade faisait naître chez tous, et il en résultera pour tous ceux qui plus sérieux sentiment de sécurité. La procession ayant suivi comme d'habitude, quelques unes des principales rues de la ville, il est bien peu de gens qui ne l'aient aperçue sur un point ou sur un autre; beaucoup ont été à même de la voir passer plusieurs fois de suite, et comme notre grande ligne a été parcourue deux fois en entier, nous pensons pouvoir donner une idée de l'ordre qui a présidé à la marche des différentes compagnies en disant que les premières ont commencé à défiler à 10 heures et demie et que les dernières ont terminé à 5 heures et demie.

Une discussion qui a eu lieu à la chambre des représentants sur la portée de l'abandon de la marine de réforme a démontré par le ministère, contrairement indigne qu'un simple abaissement de cette discrétion, sujet pouvait comme humilié. Du reste, les conjectures ont semblé n'exposé cette discussion, nous semblent un peu prématurées. Le moment serait assez mal choisi, d'une part, pour toucher aux principes de la réforme qu'il vient de consacrer. La seule chose à faire, c'est de la pratiquer de l'expérience.

Le 3 de février a été l'objet d'un incident à la chambre des lords. Lord Carnarvon a trouvé inconstitutionnelle la proposition d'un bill qui n'avait pas été présenté par le gouvernement, et il a déclaré qu'en pareil cas, lorsque le pays est alarmé, il est d'usage de nommer un comité d'enquête avant de présenter un bill. L'évêque de Landaff a dit qu'il était aussi de cet avis, tout en reconnaissant que une grande partie de son diocèse n'était pas satisfaite de la formule de prières et de supplications adoptée à cette époque, et qu'elle pensait qu'il y aurait une fondation nationale toute spéciale.

A la chambre des communes, M. O'Donoghue a proposé un amendement à l'adresse à propos de l'Irlande. L'honorable député irlandais demande à la chambre de constater que la désaffection l'Irlande était le résultat de délais avec lequel ses représentations avaient été accueillies, et d'invoquer le gouvernement à faire disparaître les causes de mécontentement et des réformes à l'égard de l'émancipation du droit de suffrage.

Le députation a démontré tous les caractères d'après lesquels il était facile de se convaincre que l'Irlande était dans un état de désaffection. J'avoir eu part dans la représentation du pays, et tous à fait capable d'exercer ses droits politiques. Chacun des ministres en même temps différemment refusé de le faire. Le gouvernement ne peut tolérer que les personnes qui le représentent; une mesure de réforme prenant dans son pas les taxes, et il serait inconstitutionnel de la part de ses lords six livres dans les villes, dix livres dans les bourgs. Dans ces conditions, le ministre laisserait encore bien moins d'électeurs intelligents en Irlande qu'en Angleterre. Il ne croit pas que la même loi puisse s'appliquer à deux pays si différents. Il déclare en outre que le cabinet ne s'opposera pas à ce que la question soit discutée, mais il ne peut pas prendre l'initiative dans un pareil cas.

Une discussion qui a eu lieu à la chambre des communes sur la portée de l'abandon de la marine de réforme a démontré par le ministère, contrairement indigne qu'un simple abaissement de cette discrétion, sujet pouvait comme humilié. Du reste, les conjectures ont semblé n'exposé cette discussion, nous semblent un peu prématurées. Le moment serait assez mal choisi, d'une part, pour toucher aux principes de la réforme qu'il vient de consacrer. La seule chose à faire, c'est de la pratiquer de l'expérience.

Le 3 de février a été l'objet d'un incident à la chambre des lords. Lord Carnarvon a trouvé inconstitutionnelle la proposition d'un bill qui n'avait pas été présenté par le gouvernement, et il a déclaré qu'en pareil cas, lorsque le pays est alarmé, il est d'usage de nommer un comité d'enquête avant de présenter un bill. L'évêque de Landaff a dit qu'il était aussi de cet avis, tout en reconnaissant que une grande partie de son diocèse n'était pas satisfaite de la formule de prières et de supplications adoptée à cette époque, et qu'elle pensait qu'il y aurait une fondation nationale toute spéciale.

A la chambre des communes, M. O'Donoghue a proposé un amendement à l'adresse à propos de l'Irlande. L'honorable député irlandais demande à la chambre de constater que la désaffection l'Irlande était le résultat de délais avec lequel ses représentations avaient été accueillies, et d'invoquer le gouvernement à faire disparaître les causes de mécontentement et des réformes à l'égard de l'émancipation du droit de suffrage.

La députation a démontré tous les caractères d'après lesquels il était facile de se convaincre que l'Irlande était dans un état de désaffection. J'avoir eu part dans la représentation du pays, et tous à fait capable d'exercer ses droits politiques. Chacun des ministres en même temps différemment refusé de le faire. Le gouvernement ne peut tolérer que les personnes qui le représentent; une mesure de réforme prenant dans son pas les taxes, et il serait inconstitutionnel de la part de ses lords six livres dans les villes, dix livres dans les bourgs. Dans ces conditions, le ministre laisserait encore bien moins d'électeurs intelligents en Irlande qu'en Angleterre. Il ne croit pas que la même loi puisse s'appliquer à deux pays si différents. Il déclare en outre que le cabinet ne s'opposera pas à ce que la question soit discutée, mais il ne peut pas prendre l'initiative dans un pareil cas.

Bulletin d'Europe.

Voici la note du [illegible] relative à la discussion [illegible] publiée hier.

Cette note [illegible] fois rappelé les principes [illegible] à la publicité des [illegible] et à la compétence législatif.

Le Législateur [illegible] par l'article 42 de la constitution, par [illegible] 17 et 16 du décret du 17 février 1852, [illegible] un compte-rendu [illegible] impartial aux comptes rendus critiques [illegible] qui [illegible] et la pensée des orateurs, ne compromettent pas moins la dignité [illegible] gouvernement que celle des grands corps de l'Etat.

Le gouvernement ne peut tolérer que les journaux, en s'écartant des prescriptions de la [illegible] blessent [illegible] à des excès qui, en d'autres temps, ont servi [illegible] et grave atteinte à la considération et à la liberté des pouvoirs publics.

Il ne pense pas [illegible] pas compte de ces avertissements, l'administration se verrait forcée d'user des dispositions de la loi [illegible].

GRANDE BRETAGNE.

Le débat sur l'adresse [illegible] présenté jamais beaucoup d'intérêt. On n'est, à vrai dire, qu'une simple affaire de formalité. A la chambre des communes, lord Derby a mis un peu plus d'énergie dans sa défense. Il a parlé du bill de réforme, il a dit qu'il était prêt à [illegible] un compromis, et qu'il [illegible] la mesure qui serait proposée, et qu'il [illegible] voir cette mesure [illegible] possible que [illegible] avait été le projet présenté par lui-même sur le même sujet. La seule chose importante a été la déclaration du comte Russell, dans le nouveau bill serait soumis à la chambre dans un mois environ.

Une discussion qui a eu lieu à la chambre des communes sur la portée de l'abandon de la marine de réforme a démontré par le ministère, contrairement indigne qu'un simple abaissement de cette discrétion, sujet pouvait comme humilié. Du reste, les conjectures ont semblé n'exposé cette discussion, nous semblent un peu prématurées. Le moment serait assez mal choisi, d'une part, pour toucher aux principes de la réforme qu'il vient de consacrer. La seule chose à faire, c'est de la pratiquer de l'expérience.

Le 3 de février a été l'objet d'un incident à la chambre des lords. Lord Carnarvon a trouvé inconstitutionnelle la proposition d'un bill qui n'avait pas été présenté par le gouvernement, et il a déclaré qu'en pareil cas, lorsque le pays est alarmé, il est d'usage de nommer un comité d'enquête avant de présenter un bill. L'évêque de Landaff a dit qu'il était aussi de cet avis, tout en reconnaissant que une grande partie de son diocèse n'était pas satisfaite de la formule de prières et de supplications adoptée à cette époque, et qu'elle pensait qu'il y aurait une fondation nationale toute spéciale.

A la chambre des communes, M. O'Donoghue a proposé un amendement à l'adresse à propos de l'Irlande. L'honorable député irlandais demande à la chambre de constater que la désaffection l'Irlande était le résultat de délais avec lequel ses représentations avaient été accueillies, et d'invoquer le gouvernement à faire disparaître les causes de mécontentement et des réformes à l'égard de l'émancipation du droit de suffrage.

La députation a démontré tous les caractères d'après lesquels il était facile de se convaincre que l'Irlande était dans un état de désaffection. J'avoir eu part dans la représentation du pays, et tous à fait capable d'exercer ses droits politiques. Chacun des ministres en même temps différemment refusé de le faire. Le gouvernement ne peut tolérer que les personnes qui le représentent; une mesure de réforme prenant dans son pas les taxes, et il serait inconstitutionnel de la part de ses lords six livres dans les villes, dix livres dans les bourgs. Dans ces conditions, le ministre laisserait encore bien moins d'électeurs intelligents en Irlande qu'en Angleterre. Il ne croit pas que la même loi puisse s'appliquer à deux pays si différents. Il déclare en outre que le cabinet ne s'opposera pas à ce que la question soit discutée, mais il ne peut pas prendre l'initiative dans un pareil cas.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Discours à la Chambre des Représentants à Washington.

M McKee, du Kentucky, critique la politique présidentielle.

M. Flank démentit le serment d'éprouve.

GRAND MEETING DES FENIENS A WASHINGTON.

Vaste considérable de leurs fénions.

McCAFFERTY, ENVOYÉ DE STEPHENS.

IL A UNE ENTREVUE AVEC LE PRESIDENT JOHNSON.

MEETING A BUFFALO POUR LE PRESIDENT.

GRAND INCENDIE A JEDDO, JAPON.

Washington, 4—Elue à la Chambre, M. McKee du Kentucky en prenant sur l'amendement à la Constitution qui accorde des emplois civils ceux qui ont pris part à la rebellion, a demandé de quel droit le Président imposait un serment aux votants aux élections; à quelle autorité il désiré à la législature d'un Etat souverain: "Vous devez retirer l'amendement constitutionnel avant que je vous accepte comme étant en relations légales avec l'Union sur laquelle je préside."

"De quelle loi il procède pour ordonner à une convention de retaire la constitution d'un Etat; qui n'a jamais perdu son pouvoir et pour dire comme à cette convention: il vous faut rejeter votre dette de guerre et abolir l'esclavage avant que vous puissiez reprendre votre place dans l'Union."

La discours de M. McKee a eu principalement pour but de critiquer la politique du Président et du même ton il a appuyé l'adoption d'un amendement proposé par lui comme un bon châtiment pour les rebelles.

M. Flak a dit que le serment d'éprouve n'avait de la rébellion et devait finir avec elle. Il appuya la politique de tolérance et d'oubli à l'égard du Sud.

Après une discussion longue et irrégulière M. Orth a obtenu la parole et la Chambre s'est ajournée.

Washington, 4—Le capitaine McCafferty, envoyé spécial de James Stephens, chef central de la Fraternité Fénienne, a parlé vendredi soir dans une immense meeting tenu ici pour exprimer l'indignation causée par la suspension de l'habeas corpus en Irlande. On a vendu au meeting pour $15,000 en bons de la république irlandaise, ce qui a fait naître de grandes acclamations pour Stephens et Johnson.

McCafferty a eu une longue et intéressante entrevue avec le Président.

Buffalo, 4—Un grand meeting a été tenu ici hier soir en faveur de la politique du président et à l'appui de son veto sur le bill du Bureau des affranchis.

San Francisco, 4—Il y a eu, le 26 janvier, dans les Sandwich de Jedo un grand incendie qui a détruit 3,000 maisons.

Chicago, 4 mars—Farine, ferme : blé $1 33@ pour $36 12@. Saindoux 17¾ ; cochons @ 8 7½ ; bacon 11 cts.

Louisville, 4 oct—On continue à recevoir de divers points des rapports annonçant la réunion de grandes assemblées de Fénions dans tout le Nord. Il y a une profonde agitation et des ventes considérables de bons de la république Irlandaise.

Un meeting de Boston a reçu du chef central Stephens une nouvelle portant que l'Irlande ne manque ni d'hommes ni d'armes.

San Francisco, 3—Le vapeur des E. U. Lancaster qui était parti pour Valparaiso est revenu pour se faire réparer.

LOIS DE LA LOUISIANE.

Nous reproduisons du journal officiel les lois suivantes, que le public a intérêt à connaître.

ACTE

P. n'croyant à la grossière perception de la taxe sur le produit brut des ventes et relative.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : La taxe prélevée en vertu de la troisième section d'un acte intitulé : Acte pour la régénération de l'Etat, approuvé le 9 avril 1864, et l'ordonnance passée par la Convention de l'Etat le [illegible] les moyens de payer les intérêts de la dette de l'Etat, approuvé le 9 avril 1864, et l'ordonnance passée par la Convention de l'Etat le [illegible] les moyens de payer les intérêts de la dette de l'Etat, approuvé le 9 avril 1864, et l'ordonnance passée par la Convention de la ville de la Nouvelle-Orléans, devront prélever à l'auditeur des comptes, en son lieu, sur les ventes faites, ou qui seront faites, depuis le 1er janvier 1866 jusqu'au 31 décembre 1865, et elle passera, en même temps, au trésor de l'Etat, le montant de la susdite taxe; et il sera du devoir de l'auditeur de ces comptes, sujette à cette taxe de présenter un semblable relevé et d'en opérer le règlement dans les dix jours de la fin de chaque mois. Toute personne qui manquera de se conformer aux dispositions de cet acte sera passible d'une peine de vingt pour cent sur le montant de la taxe dont elle aura perçue de la même manière que toutes les autres taxes.

Sec. 2.—Décrétant de plus: Afin de mettre à exécution les dispositions de cet acte, l'auditeur est autorisé à employer deux personnes, aux appointements de cent piastres par mois, qui devront être nommées par la cour de la ville de la Nouvelle Orléans, et enregistrer ce dit taxe dans les bureau de l'auditeur, le premier jour de chaque semaine.

Sec. 3.—Décrétant de plus: Cet acte sortira son effet à compter du jour de son adoption.

(Signé:) DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 31 février 1866.
J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

ACTE

Relatif à la publication des lois judiciaires en anglais et français.

Le Sénat et la Chambre des représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : Dorénavant tous les avis judiciaires en langue française ne seront ainsi publiés dans un journal édité exclusivement en anglais, et il y sera donné la même paroisse un journal publié en langue française, et les avis judiciaires en langue anglaise seront aussi publiés dans un journal édité exclusivement en anglais, et dans la même paroisse un journal publié en langue française, ou lorsque il n'y aura pas de journal publié en anglais ou dans les dites langues, et, à tous autres égards, la loi concernant la publication des avis judiciaires, en langues françaises et anglaise demeure la même en toute autre façon.

Sec. 2.—Décrétant de plus: Cet acte sortira son effet à compter du jour de son adoption.

(Signé:) DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 31 février 1866.
J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

ACTE

Relatif à la vente des terres publiques.

Considérant que pendant la dernière guerre civile, l'Etat de la Louisiane, jusqu'à la prise de la Nouvelle-Orléans, est resté en paisible possession des autorités de l'Etat, exerçant les fonctions ordinaires, judiciaires et législatives à l'époque de l'adoption de l'ordonnance de sécession; considérant que depuis la prise de la Nouvelle Orléans jusqu'à la fin de la guerre, une partie de l'Etat a été vendu, soumis à la loi martiale et soumis à l'autorité civile établie dans la dite Louisiane pendant la dernière partie de l'ad du gouvernement fédéral; considérant que pendant toute la période ci-dessus mentionnée, des ventes de terres ont été faites en vertu de jugements rendus par les cours de justice de la dite Louisiane, et considérant que plusieurs personnes ont acquis de bonne foi de tels titres, et considérant que la dite Louisiane a été admise à reprendre sa place dans l'Union, et que la prospérité de l'Etat dépend de la sécurité des titres de propriété, et que la paix et la tranquillité, ainsi que le sang ait été versé, avaient que la question se soit substituée à la rébellion et avant que la défense de la loi ait été exigé en Irlande. Le peuple irlandais sollicite et attend justice du nouveau parlement. L'Angleterre, combattant pour le procureur général d'Irlande et par M. Gladstone, a été rejeté à une immense majorité, après une longue discussion.

Les pièces et documents se relatifs aux affaires de la banque ont été déposés sur le bureau de la Chambre des communes, et M. Cardwell a l'intention de présenter un projet de loi pour régler le gouvernement de l'Ile.

Une députation de l'Association nationale pour la réforme. Cette députation se composait de délégués de différentes localités, parmi lesquelles figuraient beaucoup d'ouvriers. Elle avait pour but de faire connaître au premier ministre l'intérêt que l'on prend dans le pays à l'égard de la question du droit de suffrage.

Les députation a démontré tous les caractères d'après lesquels il était facile de se convaincre que l'Irlande était dans un état de désaffection. J'avoir eu part dans la représentation du pays, et tous à fait capable d'exercer ses droits politiques. Chacun des ministres en même temps différemment refusé de le faire. Le gouvernement ne peut tolérer que les personnes qui le représentent; une mesure de réforme prenant dans son pas les taxes, et il serait inconstitutionnel de la part de ses lords six livres dans les villes, dix livres dans les bourgs. Dans ces conditions, le ministre laisserait encore bien moins d'électeurs intelligents en Irlande qu'en Angleterre. Il ne croit pas que la même loi puisse s'appliquer à deux pays si différents. Il déclare en outre que le cabinet ne s'opposera pas à ce que la question soit discutée, mais il ne peut pas prendre l'initiative dans un pareil cas.

Le général Beauregard parle d'une amélioration importante à introduire à la navigation du fleuve à quelque pieds d'une plus, facilité à faire et moins coûteuse. Il ajoute à la considération d'une telle amélioration et les voeux qui ont pour de trouver mêlé à la guerre. P

Cette œuvre charitable sera sous la direction des Dames de la Providence, qui se chargeront d'organiser les secours et de prodiguer les soins aux malades et aux veuves. On recevra avec reconnaissance tout ce qu'on voudra bien donner, en nature ou en argent, dans un but si louable et si digne de sympathie. Et on démontrera définitivement dans il n'agit. Le frère s'envoie le 3 du mois prochain. Le local sera désigné plus tard.

BANQUE NATIONALE GERMANIA.—Nous apprenons l'ouverture des négociants et des capitalistes de cette nouvelle banque qui vient de s'organiser sous le titre de "Germania National Banking Association" et avec un capital considérable. Le Monsieur Odenheimer est à la tête de cette nouvelle prise, et leurs noms sont une garantie sérieuse pour les capitalistes qui désirent déposer de préférence à la fondation de cette banque. On trouvera dans l'annonce insérée plus loin, les noms des membres et l'on peut souscrire et payer dès aujourd'hui.

BANQUE DES DEBATS.—Que par des annonces il paraît, les gens aimés frappés aussitôt du même objet, immédiatement et se laissent persuader et se mettre à leurs ordres, comme de quelques douceurs et de petites flatteries, ils ne sont pas prudents. Une autre preuve nous en est donnée par la banque des Débats, qui a déjà fait un nombre considérable de prêts et de placements. Et pourtant cette banque n'a pas encore de capital, et ne le trouvera que lorsque les actions seront placées. Ce n'est pas là une manière de faire bien sûre pour les actionnaires.

LES POMPIERS.—Le 9ème des pompiers a été favorisée hier par un des plus beaux jours de la saison. Il faisait un grand et magnifique soleil dont l'ardeur était tempérée par une charmante brise du Nord. Mais malgré cet avantage de température et malgré que la journée n'ait eu à peu même de lutte avec le feu comme qui paie la ville daient dans cette fête. Bien sur pied depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre ou cinq heures de l'après midi, on doit être une chose fatiguante et cependant le beau temps des diverses compagnies a frappé tout le monde aussi bien que l'ordre parfait qui n'a cessé de régner pendant toute la journée qu'a duré cette longue et brillante réunion. Nous n'avons pas pu hasarder de parler de l'effet des pompes et de l'angélique propreté de tout le matériel qui fait partie du département de l'incendie. Depuis long-temps le corps des pompiers de la Nlle-Orléans jouit d'une réputation qui ne laisse rien à désirer sous aucun rapport. Il est chic qu'on doit bien en servir d'être fier de ce qu'on exhibe aujourd'hui dans un état de disponibilité aussi remarquable. C'est là l'idée que le spectacle de cette grande parade faisait naître chez tous, et il en résultera pour tous ceux qui plus sérieux sentiment de sécurité. La procession ayant suivi comme d'habitude, quelques unes des principales rues de la ville, il est bien peu de gens qui ne l'aient aperçue sur un point ou sur un autre; beaucoup ont été à même de la voir passer plusieurs fois de suite, et comme notre grande ligne a été parcourue deux fois en entier, nous pensons pouvoir donner une idée de l'ordre qui a présidé à la marche des différentes compagnies en disant que les premières ont commencé à défiler à 10 heures et demie et que les dernières ont terminé à 5 heures et demie.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Discours à la Chambre des Représentants à Washington.

M McKee, du Kentucky, critique la politique présidentielle.

M. Flank démentit le serment d'éprouve.

GRAND MEETING DES FENIENS A WASHINGTON.

Vaste considérable de leurs fénions.

McCAFFERTY, ENVOYÉ DE STEPHENS.

IL A UNE ENTREVUE AVEC LE PRESIDENT JOHNSON.

MEETING A BUFFALO POUR LE PRESIDENT.

GRAND INCENDIE A JEDDO, JAPON.

Washington, 4—Elue à la Chambre, M. McKee du Kentucky en prenant sur l'amendement à la Constitution qui accorde des emplois civils ceux qui ont pris part à la rebellion, a demandé de quel droit le Président imposait un serment aux votants aux élections; à quelle autorité il désiré à la législature d'un Etat souverain: "Vous devez retirer l'amendement constitutionnel avant que je vous accepte comme étant en relations légales avec l'Union sur laquelle je préside."

"De quelle loi il procède pour ordonner à une convention de retaire la constitution d'un Etat; qui n'a jamais perdu son pouvoir et pour dire comme à cette convention: il vous faut rejeter votre dette de guerre et abolir l'esclavage avant que vous puissiez reprendre votre place dans l'Union."

La discours de M. McKee a eu principalement pour but de critiquer la politique du Président et du même ton il a appuyé l'adoption d'un amendement proposé par lui comme un bon châtiment pour les rebelles.

M. Flak a dit que le serment d'éprouve n'avait de la rébellion et devait finir avec elle. Il appuya la politique de tolérance et d'oubli à l'égard du Sud.

Après une discussion longue et irrégulière M. Orth a obtenu la parole et la Chambre s'est ajournée.

Washington, 4—Le capitaine McCafferty, envoyé spécial de James Stephens, chef central de la Fraternité Fénienne, a parlé vendredi soir dans une immense meeting tenu ici pour exprimer l'indignation causée par la suspension de l'habeas corpus en Irlande. On a vendu au meeting pour $15,000 en bons de la république irlandaise, ce qui a fait naître de grandes acclamations pour Stephens et Johnson.

McCafferty a eu une longue et intéressante entrevue avec le Président.

Buffalo, 4—Un grand meeting a été tenu ici hier soir en faveur de la politique du président et à l'appui de son veto sur le bill du Bureau des affranchis.

San Francisco, 4—Il y a eu, le 26 janvier, dans les Sandwich de Jedo un grand incendie qui a détruit 3,000 maisons.

Chicago, 4 mars—Farine, ferme : blé $1 33@ pour $36 12@. Saindoux 17¾ ; cochons @ 8 7½ ; bacon 11 cts.

Louisville, 4 oct—On continue à recevoir de divers points des rapports annonçant la réunion de grandes assemblées de Fénions dans tout le Nord. Il y a une profonde agitation et des ventes considérables de bons de la république Irlandaise.

Un meeting de Boston a reçu du chef central Stephens une nouvelle portant que l'Irlande ne manque ni d'hommes ni d'armes.

San Francisco, 3—Le vapeur des E. U. Lancaster qui était parti pour Valparaiso est revenu pour se faire réparer.

LOIS DE LA LOUISIANE.

Nous reproduisons du journal officiel les lois suivantes, que le public a intérêt à connaître.

ACTE

P. n'croyant à la grossière perception de la taxe sur le produit brut des ventes et relative.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : La taxe prélevée en vertu de la troisième section d'un acte intitulé : Acte pour la régénération de l'Etat, approuvé le 9 avril 1864, et l'ordonnance passée par la Convention de l'Etat le [illegible] les moyens de payer les intérêts de la dette de l'Etat, approuvé le 9 avril 1864, et l'ordonnance passée par la Convention de la ville de la Nouvelle-Orléans, devront prélever à l'auditeur des comptes, en son lieu, sur les ventes faites, ou qui seront faites, depuis le 1er janvier 1866 jusqu'au 31 décembre 1865, et elle passera, en même temps, au trésor de l'Etat, le montant de la susdite taxe; et il sera du devoir de l'auditeur de ces comptes sujette à cette taxe de présenter un semblable relevé et d'en opérer le règlement dans les dix jours de la fin de chaque mois. Toute personne qui manquera de se conformer aux dispositions de cet acte sera passible d'une peine de vingt pour cent sur le montant de la taxe dont elle aura perçue de la même manière que toutes les autres taxes.

Sec. 2.—Décrétant de plus: Afin de mettre à exécution les dispositions de cet acte, l'auditeur est autorisé à employer deux personnes, aux appointements de cent piastres par mois, qui devront être nommées par la cour de la ville de la Nouvelle Orléans, et enregistrer ce dit taxe dans les bureau de l'auditeur, le premier jour de chaque semaine.

Sec. 3.—Décrétant de plus: Cet acte sortira son effet à compter du jour de son adoption.

(Signé:) DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 31 février 1866.
J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

ACTE

Relatif à la vente des terres publiques.

Considérant que pendant la dernière guerre civile, l'Etat de la Louisiane, jusqu'à la prise de la Nouvelle-Orléans, est resté en paisible possession des autorités de l'Etat, exerçant les fonctions ordinaires, judiciaires et législatives à l'époque de l'adoption de l'ordonnance de sécession; considérant que depuis la prise de la Nouvelle Orléans jusqu'à la fin de la guerre, une partie de l'Etat a été vendu, soumis à la loi martiale et soumis à l'autorité civile établie dans la dite Louisiane pendant la dernière partie de l'ad du gouvernement fédéral; considérant que pendant toute la période ci-dessus mentionnée, des ventes de terres ont été faites en vertu de jugements rendus par les cours de justice de la dite Louisiane, et considérant que plusieurs personnes ont acquis de bonne foi de tels titres, et considérant que la dite Louisiane a été admise à reprendre sa place dans l'Union, et que la prospérité de l'Etat dépend de la sécurité des titres de propriété, et que la paix et la tranquillité, ainsi que le sang ait été versé, avaient que la question se soit substituée à la rébellion et avant que la défense de la loi ait été exigé en Irlande. Le peuple irlandais sollicite et attend justice du nouveau parlement. L'Angleterre, combattant pour le procureur général d'Irlande et par M. Gladstone, a été rejeté à une immense majorité, après une longue discussion.

Les pièces et documents se relatifs aux affaires de la banque ont été déposés sur le bureau de la Chambre des communes, et M. Cardwell a l'intention de présenter un projet de loi pour régler le gouvernement de l'Ile.

Une députation de l'Association nationale pour la réforme. Cette députation se composait de délégués de différentes localités, parmi lesquelles figuraient beaucoup d'ouvriers. Elle avait pour but de faire connaître au premier ministre l'intérêt que l'on prend dans le pays à l'égard de la question du droit de suffrage.

La députation a démontré tous les caractères d'après lesquels il était facile de se convaincre que l'Irlande était dans un état de désaffection. J'avoir eu part dans la représentation du pays, et tous à fait capable d'exercer ses droits politiques. Chacun des ministres en même temps différemment refusé de le faire. Le gouvernement ne peut tolérer que les personnes qui le représentent; une mesure de réforme prenant dans son pas les taxes, et il serait inconstitutionnel de la part de ses lords six livres dans les villes, dix livres dans les bourgs. Dans ces conditions, le ministre laisserait encore bien moins d'électeurs intelligents en Irlande qu'en Angleterre. Il ne croit pas que la même loi puisse s'appliquer à deux pays si différents. Il déclare en outre que le cabinet ne s'opposera pas à ce que la question soit discutée, mais il ne peut pas prendre l'initiative dans un pareil cas.

—On sait qu'une décision ministérielle autorisait l'admission des femmes dans le service télégraphique. Cette mesure est en pleine voie d'exécution; déjà près de 80 bureaux y sont pris par des dames, et le nombre des stations qui leur sont réservées s'élèvera à 150.

—Un duel au pistolet vient d'avoir lieu entre deux journalistes de Paris, M. Bottaz et M. Bette. Ce dernier a été très gravement blessé; la balle est restée dans la blessure, et l'état de M. Bette est si inquiétant, que les médecins n'ont pas encore essayé d'extraire le projectile.

—Il a été de nouveau question, à la dernière séance de l'Académie des sciences, des *Avantages sociaux* que Mme la comtesse de Castellane semble avoir vues dans les objections de Bold règnes et dont elle a fait part aux spécialistes à l'Académie. De nouvelles lettres ont été écrites à ce sujet; de nouveaux renseignements ont été donnés. Ces singuliers animaux, qui sautent, dit-on, comme des puces, annoncent la bonté d'un fragment de cheveux. Ils sont très visibles à l'aide d'un microscope solaire. Devant ces affirmations répétées, il semble que la communication de Mme de Castellane mérite d'être étudiée avec soin.

—*La Publicité* de Marseille annonce une conspiration de célibataires. Non moins de 3,000 jeunes gens, assure-t-il, ont formé une association anti-matrimoniale. Il ne sont pas admis, ne demander aucune jeune femme ou fille en mariage avant longtemps qu'une réforme désorganisatrice n'ait pas eu lieu principalement dans l'habillement du beau sexe. Ces messieurs entendent revenir à la simplicité qui distinguait nos grands-mères. Nous leur souhaitons autre chose : s'agrémenter de leurs nouveaux projets.

Edition d'hier.

EXEMPTION DE TAXE

ET REMBOURSEMENT DE TAXE

Dans sa séance de vendredi, le Sénat a voté deux bills qui ont obtenu l'assentiment de la Chambre et qui n'exigeront plus pour la validité, que la signature du gouverneur. Le premier a été présenté à la Chambre par M. J. E. Austin, est un exemption de taxe pour c